

Distr.
GENERALE

ECA/MULPOC/Gisenyi/VIII/31
Mars 1985

FRANCAIS
Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre Multinational de Programmation
et d'Exécution des Projets
(MULPOC de Gisenyi)

Huitième réunion du Conseil des
Ministres et Commissaire d'Etat

Réunion du Conseil
des Ministres et
Commissaire d'Etat : 21-22 mars 1985

GISENYI (République Rwandaise)

PROJET DE RAPPORT DE LA HUITIEME REUNION DU CONSEIL DES
MINISTRES ET COMMISSAIRE D'ETAT DU MULPOC DE GISENYI

GISENYI 21 - 22 MARS 1985

OUVERTURE DE LA REUNION

(Point 1 de l'ordre du jour)

1. La huitième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi a été ouverte le 21 mars 1985 par le représentant du Président en exercice du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat, Son Excellence le Citoyen KABALA KISEKE SEKA, Ambassadeur du Zaïre à Kigali, représentant son Excellence le Professeur MULUMBA LUKOJI, Commissaire d'Etat au Plan de la République du Zaïre.
2. Participaient également à cette réunion, Son Excellence Monsieur MULINDANGABO Ambroise, Ministre du Plan de la République Rwandaise et Son Excellence Monsieur Gérard WAKARERWA, Ambassadeur de la République du Burundi à Kigali, représentant Son Excellence Monsieur SINAMENYE Mathias, Ministre à la Présidence chargé du Plan du Burundi.
3. Les représentants du Secrétariat Exécutif Permanent de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), de l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique (IRAZ), de la Banque de Développement des Etats des Grands Lacs (BDEGL) suivaient également les travaux du Conseil.
4. Enfin, les représentants du PNUD, de la FAO et de l'OMS, de l'ANEZA (Association Nationale des Entreprises du Zaïre), assistaient à la réunion en qualité d'observateurs.
5. Immédiatement après l'ouverture de la réunion, le Président a passé la parole au Ministre du Plan de la République Rwandaise, le Militant MULINDANGABO Ambroise.

Le Ministre MULINDANGABO, après avoir souhaité, aux participants, la bienvenue et un agréable et fructueux séjour à Gisenyi, a rappelé qu'il y a huit ans, les trois pays ont lancé les activités du MULPOC de Gisenyi et défini son cadre de travail et de collaboration avec le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL.

Malgré les difficultés rencontrées, le MULPOC de Gisenyi a atteint des résultats encourageants grâce à la foi commune qui a animé tous les partenaires dans la recherche de solutions appropriées aux problèmes rencontrés.

6. Au moment où des millions d'Africains sont menacés de famine, le programme d'action du MULPOC de Gisenyi devrait se caractériser par la recherche de voies et moyens d'aider les pays membres à atteindre l'autosuffisance collective conformément aux directives du Plan d'Action de Lagos. Pour cela, il faut renforcer le MULPOC de Gisenyi afin qu'il soit en mesure d'exécuter le programme arrêté suivant le calendrier établi.

Le Ministre du Plan a remercié la CEA et les autres organismes internationaux qui assistent le MULPOC ainsi que les fonctionnaires de la CEA qui sont engagés dans la dynamique de développement de la sous-région.

7. Il a rappelé que la réunion de Kinshasa a fixé un programme d'activités prioritaires de développement de la sous-région couvrant les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports et communications.

Le Conseil allait évaluer l'étape franchie dans l'exécution de ce programme et retenir l'attention sur le problème de sécurité alimentaire qui préoccupera les pays membres du MULPOC pendant quelques années encore. Le MULPOC de Gisenyi aurait manqué à sa mission si la région des Grands Lacs devait tomber victime de la famine. Pour éloigner ce danger, il faut, entre autres, renforcer les moyens commerciaux et affermir la coopération industrielle pour mieux utiliser les ressources locales disponibles.

8. Il a terminé son allocution en demandant au Conseil de faire des recommandations appropriées pour accélérer la marche vers la réalisation d'une communauté économique complètement intégrée et en souhaitant pleins succès aux travaux de la réunion.

9. Prenant la parole à son tour, Monsieur Henri Louis BAZIN, Représentant Spécial du Secrétaire Exécutif de la CEA et Directeur du Service de la Coopération Economique, a commencé par la présentation des excuses du Professeur Adebayo ADEDEJI, Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies, Secrétaire Exécutif de la CEA, qui, empêché par des engagements antérieurs nés de la situation économique préoccupante de l'Afrique, n'a pas pu participer personnellement aux assises de la huitième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi mais lui a remis un message à transmettre à ce Conseil.

10. Dans son message, le Secrétaire Exécutif de la CEA a remercié le peuple rwandais, son Gouvernement et son Président, pour l'accueil réservé aux fonctionnaires de la CEA et pour les facilités mises à leur disposition ainsi qu'à celle des délégations qui ont participé aux différentes réunions tenues à Gisenyi.

Il a également exprimé sa gratitude aux organismes internationaux, notamment ceux de la famille des Nations Unies qui apportent leur soutien et leur coopération au MULPOC de Gisenyi et leur a demandé de persévérer dans la même voie afin de permettre au MULPOC d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés.

Ce soutien et cette coopération sont nécessaires au nouveau responsable du MULPOC, le Citoyen PEKI KANA KWALA, fonctionnaire parmi les plus expérimentés de la CEA, qui remplace le Professeur BONGOY Mpekesa muté à la Direction d'une des Divisions de la CEA.

11. Le Professeur ADEDEJI rappelle au conseil que, face à la crise économique et sociale que connaît l'Afrique, le 20ème sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA a décidé de convoquer une session spéciale consacrée aux questions économiques. Suite à une résolution prise par la 41ème session du Conseil des Ministres de l'OUA, la prochaine conférence des Ministres de la CEEA, qui aura lieu à Arusha du 25 au 29 avril 1985, et dont le thème principal est : "la crise économique et sociale en Afrique, examen et perspectives" est appelée à jouer un rôle essentiel dans la préparation de cette session spéciale. Il est important que les pays de la sous-région y participent pleinement et s'y préparent en conséquence.

12. Le Secrétaire Exécutif exprime son plaisir d'apprendre que le Comité d'Experts s'est penché sur des questions qui préoccupent les responsables africains et qui ont trait à la sécheresse et à la désertification, à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire, au désenclavement, à l'industrie, au transport et aux voies et moyens d'une meilleure intégration de la femme au processus de développement. L'approche sous-régionale dans la recherche de solutions appropriées complète l'approche nationale et leurs succès conditionnent la survie de la sous-région. C'est le rôle du MULPOC et de la CEPGL de collaborer pour la mise en oeuvre des complémentarités des économies de la sous-région. La CEEA continuera à apporter sa contribution à travers le MULPOC.

13. Pour optimiser l'usage des ressources dont dispose l'ensemble de la CEA, il est proposé d'adopter un programme de travail intégré, combinant à la fois les apports du MULPOC lui-même avec ceux des Divisions techniques de la CEA pour l'année 1985, deuxième année du cycle 1984-1985 en cours et pour le biennium 1986-1987.

Le Professeur ADEDEJI a terminé son message en souhaitant pleins succès aux travaux du Conseil.

14. Prenant la parole, Monsieur NDUWAYO Antoine, Secrétaire Exécutif de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs a souhaité aux participants la bienvenue à Gisenyi, siège du MULPOC et de la CEPGL.

Il a poursuivi en rappelant que la coopération entre la CEPGL et le MULPOC s'est amorcée dès l'installation du MULPOC à Gisenyi en 1977. Cette collaboration s'est concrétisée par la signature le 13 mars 1980 à Addis Abéba entre la CEA et la CEPGL, d'un Accord en matière de coopération et d'assistance. Un avenant à cet accord, relatif aux relations de travail entre le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL et le MULPOC/CEA a été signé le 31 janvier 1982.

15. Le Secrétaire Exécutif de la CEPGL a rappelé que la mission du MULPOC a deux volets : celui de servir d'antenne de la CEA dans la sous-région des Grands Lacs et celui d'épauler le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL, sur sa demande, dans l'élaboration des études de projets initiés par les organes de la Communauté. A ces deux titres, le MULPOC initie des projets pour la CEPGL dans le cadre des objectifs de la CEA dans la sous-région et exécute des études de projets pour le compte de la Communauté.

En ce qui concerne la coopération avec la CEPGL, le Secrétaire Exécutif a signalé que les projets confiés au MULPOC n'ont pas toujours connu un aboutissement rapide à cause de l'insuffisance de moyens tant humains que financiers. Cette situation a amené le Conseil à adopter une résolution par laquelle il a été demandé au Secrétaire Exécutif de la CEA d'accélérer la décentralisation des experts du siège vers le MULPOC de Gisenyi.

16. Monsieur NDUWAYO s'est félicité d'excellentes relations de travail et humaines depuis l'installation du MULPOC à Gisenyi jusqu'à ce jour. Il a souhaité pleins succès au nouveau Directeur du MULPOC et a assuré que le Secrétariat Exécutif Permanent n'épargnera aucun effort pour que sa mission soit pleinement remplie et que les bonnes relations entre les deux institutions se renforcent davantage dans l'intérêt des pays de la CEPGL.

La coordination du projet d'assistance multisectorielle à la CEPGL confiée au MULPOC en 1982 a consolidé encore davantage ces relations de travail puisque la CEA a désigné le Directeur du MULPOC comme Directeur du projet tandis que le Secrétariat Exécutif Permanent désignait un Co-Directeur.

Ce projet a connu des difficultés de divers ordres mais deux réunions d'évaluation tenues en août et en octobre 1984 ont permis de prendre des mesures de redressement. Quelques sous-projets sont terminés et ont été remis à la CEPGL pour examen.

17. Le Secrétaire Exécutif de la CEPGL a rappelé la volonté des Chefs d'Etat de la CEPGL, exprimée à Bujumbura en juin 1984, de choisir des priorités dans les programmes, afin d'établir une adéquation entre objectifs et moyens disponibles. Il a demandé à la réunion de définir les priorités du MULPOC et d'insister auprès de la CEA pour qu'elle fournisse à son antenne les moyens nécessaires qui lui permettent de remplir normalement sa mission.

Il a terminé en souhaitant pleins succès aux travaux du Conseil.

18. Clôturent les allocutions d'ouverture, Son Excellence le Citoyen KABALA KISEKE SEKA, Ambassadeur du Zaïre à Kigali, représentant Son Excellence le Professeur MULUMBA LUKOJI, Commissaire d'Etat au Plan de la République du Zaïre, Président en exercice du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, a d'abord présenté les excuses du Commissaire d'Etat au Plan qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pu participé personnellement aux travaux de la huitième réunion du Conseil.

L'Ambassadeur a ensuite remercié le Président de la République et le peuple rwandais pour l'accueil fraternel et chaleureux dont les délégués ont été l'objet depuis leur arrivée à Gisenyi.

19. Présentant le bilan d'exécution des activités du MULPOC de Gisenyi arrêtées à Kinshasa en mars 1984, l'Ambassadeur a d'abord parlé des domaines couverts par le programme et a ensuite passé en revue les projets en cours tels que celui de production et de distribution de semences sélectionnées de riz, de haricot et de soja et de création d'un complexe d'industries forestières, tandis que celui de création d'un centre sous-régional de recherche sur les matériaux de construction et la bâtiment n'a pas connu une évolution satisfaisante à cause du manque de financement.

Un séminaire sur le transport aérien a été organisé par le MULPOC au cours duquel les participants ont discuté de la création d'une compagnie commune de transport cargo pour le fret aérien des pays de la CEPGL.

La programme d'intégration de la femme au développement a connu un début d'exécution, la non exécution de quelques projets retenus résultant du manque de moyens financiers et de la lenteur administrative.

20. Certaines résolutions adoptées lors de la 6è/7è réunion n'ont pas été exécutées. C'est le cas de la résolution relative au renforcement du MULPOC de Gisenyi par la décentralisation d'experts du siège de la CEA. Cette situation gêne l'exécution des activités confiées au MULPOC.

Il a terminé en assurant au nouveau Directeur du MULPOC, le Citoyen PEKI KANA KWALA, le soutien nécessaire pour la réalisation des objectifs assignés au MULPOC, en rendant un vibrant hommage à son prédécesseur, le Professeur BONGOY Mpekesa, et en souhaitant pleins succès aux travaux de la réunion.

Election du Bureau et Organisation des travaux
(Point 32 de l'ordre du jour)

21. Conformément au principe de rotation suivi depuis la création du HULPOC de Gisenyi, le Bureau suivant a été élu :

Président : RWANDA
Vice-Président : BURUNDI
Rapporteur : ZAIRE

22. En outre, le Conseil a décidé d'organiser ses travaux de la façon suivante :

Jeudi 21 mars 1985

de 17h00 à 19h00 : - Examen et adoption de l'ordre du jour
- Examen et adoption du rapport et des recommandations du Comité d'Experts
- Questions diverses : Préparatifs relatifs aux prochaines réunions de la CEA.

Vendredi 22 mars 1985

de 16h30 à 19h00 : - Examen et adoption du rapport et des résolutions du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat
- Clôture des travaux.

Examen et adoption de l'ordre du jour
(Point 3 de l'ordre du jour)

23. Le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau et organisation des travaux
3. Examen et adoption de l'ordre du jour
4. Examen du rapport du Comité d'Experts et des recommandations proposées par ce Comité
5. Questions diverses : Préparatifs relatifs aux prochaines réunions de la CEA
6. Adoption du rapport et des résolutions
7. Date et lieu de la prochaine réunion
8. Clôture des travaux

COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Examen et adoption du rapport et des recommandations
du Comité d'Experts
(Point 4 de l'ordre du jour)

24. Le Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat, après avoir pris connaissance du rapport du Comité d'Experts, l'a examiné et adopté.

25. S'agissant des recommandations, le Directeur du Service de la Coopération Economique de la CEA a proposé une résolution relative à l'adoption des programmes de travail pour l'exercice 1985 et pour la période biennale 1986-1987. Il a proposé une formulation qui a été discutée par le Conseil.

Le Conseil a demandé des éclaircissements sur les recommandations nos 1 et 10 et a fait des observations sur les recommandations nos 4 et 11.

26. Concernant la résolution n°1 relative à l'étude sur l'organisation, la production et la distribution du maïs dans les Etats membres de la CEPGL, le Conseil a estimé que, dans le cadre de la recherche de l'autosuffisance et sécurité alimentaire au niveau des pays du MULPOC, cette étude devait revêtir un caractère prioritaire.

La formulation de la résolution a été modifiée pour tenir compte de cette observation.

27. Une observation sur la résolution n° 4 relative au transport aérien a été faite par le Conseil sans modification de texte. Un souhait a été émis. Puisque les compagnies aériennes existent, il serait bon que le MULPOC et la CEPGL provoquent une rencontre des compagnies aériennes nationales de la sous-région avant le mois de juin, car à partir de juin commence l'affluence de touristes et les responsables risquent de ne pas pouvoir se libérer des problèmes posés par l'intensité du trafic. Il est suggéré d'organiser la réunion au mois d'avril ou de mai 1985.

29. S'agissant de la résolution n° 10 relative à la mise en place d'une école supérieure de gestion pour la sous-région de la CEPGL, le Conseil a demandé des éclaircissements sur la portée et l'historique du projet de création de cette école.

Une information a été donnée par le Secrétariat sur ce projet d'école qui initialement était conçu pour toute la sous-région de l'Afrique Centrale mais que les pays du MULPOC de Yaoundé viennent d'abandonner pour le remplacer par celui d'école supérieure de commerce. L'école supérieure de gestion n'intéresserait donc plus que les pays du MULPOC de Gisenyi si ce projet restait maintenu.

Après échange de vue, le Conseil a décidé d'amender la résolution pour demander une évaluation des besoins des Etats membres de la CEPGL en personnel qualifié aux fins de juger de l'opportunité de mettre en place une école supérieure de gestion.

29. Concernant la résolution n°11 relative à l'étude de factibilité du centre sous-régional de recherche en matériaux de construction et le bâtiment, le Conseil estime qu'il est encore tôt de vouloir héberger le centre avant même que les études ne justifient sa viabilité. Les études sont à mener pour voir les possibilités existantes dans les pays de la sous-région. L'implantation de ce centre ne pourra être décidée qu'après les conclusions des études.

30. La résolution n°12 relative au programme de travail du MULPOC de Gisenyi pour 1985 et pour la période biennale 1986-1987 a soulevé les problèmes de programmation d'actions relevant de la compétence de Départements techniques qui n'ont pas encore eu l'occasion de se prononcer sur la pertinence et l'opportunité des activités proposées aux MULPOCs par les Divisions substantielles de la CEA. Ensuite, il ne serait plus aisé de comprendre le rôle du Comité Technique préparatoire plénier si, avant sa réunion, l'autorité supérieure, à l'échelon de chaque MULPOC, adopte déjà le programme pour le biennal suivant.

Le Conseil a décidé d'adopter le programme de travail pour l'exercice 1985 et a proposé de faire adopter le programme de travail de la période biennale 1986-1987 par la Conférence des Ministres de la CEA en avril 1985.

Questions diverses

(Point 5 de l'ordre du jour)

Préparatifs relatifs aux prochaines réunions de la CEA

31. i) Cinquième réunion des Experts et Ministres des pays les moins avancés;
- ii) Sixième réunion du Comité technique préparatoire plénier;
- iii) Vingtième session de la Commission et onzième réunion de la Conférence des Ministres de la CEA;
- iv) Conférence des Plénipotentiaires sur l'annonce des contributions au fonds spécial des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

32. Le Directeur du service de la Coopération Economique de la CEA a informé le Conseil de la décision prise, début mars 1985, par la Conférence des Ministres de l'OUA pour préparer la session spéciale du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA sur les problèmes économiques.

Il a rappelé que c'est le Président en exercice du Conseil qui fera rapport à la Conférence des Ministres de la CEA sur sa sous-région.

Le Conseil a pris note de l'information et a promis de faire le possible pour participer aux réunions d'avril 1985.

R E S O L U T I O N S

RESOLUTION N°1 RELATIVE A L'ETUDE SUR L'ORGANISATION, LA PRODUCTION
ET LA DISTRIBUTION DU MAIS DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEPGL

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Après avoir pris connaissance de la requête de la République du Burundi relative à l'insertion, dans le programme de travail du MULPOC, de l'étude sur la production et l'utilisation de maïs ;

Ayant à l'esprit le retard enregistré par le MULPOC dans l'exécution de projets similaires notamment l'étude relative à la production et à la distribution de semences sélectionnées de haricot, de riz et de soja ;

Ayant également à l'esprit les difficultés auxquelles est confronté le MULPOC/CEA dans la mobilisation de ressources financières pour exécuter certaines activités déjà inscrites à son programme de travail ;

Considérant la contribution que pourrait apporter le maïs dans la solution de la crise alimentaire et recherche de l'auto-suffisance alimentaire :

- 1° demande au MULPOC/CEA et à l'IRAZ de conjuguer leurs efforts afin de trouver un financement adéquat pour cette étude jugée prioritaire compte tenu de la situation de déficit alimentaire chronique de la sous-région ;
- 2° demande au MULPOC/CEA de rendre compte à la réunion du Comité des Experts des résultats des démarches conjointes MULPOC/IRAZ.

RESOLUTION N°2 RELATIVE A L'ACHEVEMENT RAPIDE DE L'ETUDE DE
PREFAISABILITE EN VUE DE LA CREATION D'UN COMPLEXE
D'INDUSTRIES FORESTIERES POUR LES PAYS DE LA CEPGL

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat
du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Ayant pris connaissance des difficultés qui ont retardé
l'achèvement de l'étude de pré faisabilité en vue de la création d'un
complexe d'industries forestières pour les pays de la CEPGL ;

Rappelant l'importance de cette étude pour la satisfaction
des besoins en produits de bois des pays de la sous-région ;

Constatant avec satisfaction que les inventaires forestiers
préliminaires qui constituaient un préalable à l'achèvement de
l'étude ont maintenant pris fin :

note avec satisfaction la présence d'une mission CEA/FAO
dans la Sous-Région ayant pour mission de terminer l'étude de
marché préparée en 1983 ;

invite le MULPOC/CEA à prendre toutes dispositions nécessaires
pour que cette étude soit achevée et transmise aux pays à la fin
du mois de septembre 1985.

RESOLUTION N°3 RELATIVE A L'ORGANISATION D'UNE CAMPAGNE DE
SENSIBILISATION POUR LA REGIONALISATION DU CENTRE DE FORMATION
ET D'ASSISTANCE AUX UTILISATEURS DE DONNEES DE TELEDETECTION.

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Ayant pris connaissance des démarches entreprises par le Zaïre auprès de la CEA afin de mettre sur pied un programme de sensibilisation conformément à la résolution n°2 du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat lors de la 6è/7è réunion tenue à Kinshasa en mars 1984 ;

Consciente de la volonté des trois Etats membres de la sous-région d'harmoniser leurs efforts dans le domaine de la télédétection ;

Consciente de l'importance de plus en plus grandissante de la télédétection comme technique privilégiée pour l'inventaire des ressources naturelles et de Cartographie ;

- 1° se félicite des dispositions déjà prises par la CEA, en particulier l'élaboration d'un programme provisoire de sensibilisation et de formation ;
- 2° invite les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de signer l'acte constitutif du Conseil africain de télédétection ;
- 3° invite le Zaïre à reprendre contact avec la CEA pour accélérer l'organisation de la campagne de sensibilisation ;
- 4° invite la CEA à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de trouver le financement requis pour organiser cette campagne de sensibilisation.

RESOLUTION N° 4 RELATIVE AU TRANSPORT AERIEN.

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Consciente que le désenclavement de la sous-région est une priorité des Etats membres, comme exprimé par les Chefs d'Etat de la CEPGL lors de leur première conférence au sommet, tenue les 8 et 9 septembre 1977 à Bujumbura;

Prenant note des efforts déployés par le MULPOC/CEA et la CEPGL, notamment en ce qui concerne les études effectuées dans le domaine du transport aérien, l'organisation d'un séminaire sur les transports aériens et l'élaboration des termes de référence en vue de la création d'une compagnie aérienne cargo pour la CEPGL;

Ayant à l'esprit les activités que la CNUCED mène actuellement dans le cadre de l'assistance multisectorielle à la CEPGL et spécialement dans le domaine du désenclavement des trois Etats membres;

Félicite le Secrétariat de la CEA et le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL pour les efforts déployés;

Demande :

- 1) aux Secrétariats du MULPOC/CEA et de la CEPGL de poursuivre les activités qu'ils ont déjà entamées dans le domaine du transport aérien
- 2) que soit entreprise par la CNUCED dans le cadre de l'assistance multisectorielle, l'étude relative à la création d'une compagnie aérienne communautaire cargo pour la CEPGL dont les termes de référence ont été approuvés par le séminaire et la présente réunion des experts. Il sera élaboré aussi dans ce cadre un projet de politique commune bilatérale en matière aéronautique qui, une fois adoptée par les Etats, servira de base communautaire pour les négociations d'accord aérien ;
- 3) que les Secrétariats du MULPOC et de la CEPGL organisent entre avril-mai 1985 une rencontre des compagnies aériennes nationales de la sous-région pour qu'elles étudient les cas pratiques de coopération en vue d'exploiter le portefeuille des accords aériens dont elles disposent actuellement.

RESOLUTION N°5 RELATIVE A L'EXECUTION DE L'ETUDE GLOBALE SUR LE
DESENCLAVEMENT

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Après avoir pris connaissance du rapport intérimaire préparé par le Secrétariat sur l'exécution de l'étude globale de désenclavement de la sous-région des Grands Lacs ;

Ayant à l'esprit la résolution antérieure du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat sur l'urgence de cette étude ;

Réaffirmant l'importance de cette étude compte tenu de la situation enclavée des pays de la sous-région :

- 1° prend note avec satisfaction du démarrage de l'étude sur le transport lacustre sur les lacs Kivu et Tanganyika ;
- 2° invite le MULPOC/CEA à insister auprès de l'Agence associée à l'exécution de ce projet en vue d'accélérer le démarrage de l'étude relative au transport routier ainsi que l'organisation du séminaire sur le transport-transit à l'intention des opérateurs et fonctionnaires ayant des responsabilités dans ce domaine.

RESOLUTION N° 6 RELATIVE AU SUIVI DE L'EVALUATION DU PROGRAMME
D'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT DE 1979 A 1984.

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Considérant la résolution n° 7 de la 6ème et 7ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Kinshasa du 23 au 24 mars 1984 relative à l'Evaluation du Programme d'Intégration de la Femme au Développement du MULPOC de Gisenyi depuis 1979 à 1984;

Consciente de la nécessité de procéder régulièrement à une évaluation des activités du Programme d'Intégration de la Femme au Développement du MULPOC de Gisenyi en vue d'une meilleure réorientation des objectifs ;

Considérant les recommandations issues de la 1ère étude d'évaluation :

Demande :

1) A la CEA de renforcer les ressources financières et humaines en faveur du Programme d'Intégration de la Femme au Développement du MULPOC de Gisenyi ;

- de décentraliser dans la mesure du possible, la gestion du budget alloué au Programme d'Intégration de la Femme au Développement du MULPOC de Gisenyi,
- de désigner au niveau du CARFF un fonctionnaire chargé de suivre de près l'exécution du Programme d'Intégration de la Femme au Développement à travers les MULPOCs ;

2) au MULPOC

- d'associer les Etats à la gestion du projet et de veiller à son exécution dans les limites du budget qui lui est alloué,
- de renforcer le système d'Information entre le Secrétariat et les Etats d'une part, entre la CEA et les Etats d'autre part ;

3) à la CEA, à la CEPGL, au MULPOC et au Comité Sous-Régional d'harmoniser les activités relatives à l'Intégration de la Femme au Développement.

RESOLUTION N° 7 RELATIVE AU ROLE DE LA FEMME DANS LA REDUCTION
DE LA CRISE ALIMENTAIRE AU SEIN DE LA C.E.P.G.L.

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985:

Préoccupée par la persistance de la crise économique et du déficit alimentaire et nutritionnel dans les pays de la Sous-Région ;

Reconnaissant la nécessité de mobiliser toutes les ressources humaines en vue du développement harmonieux ;

Considérant le rôle de la femme dans la réduction de la crise alimentaire ;

Demande aux Etats membres de :

- prendre les mesures tendant à accroître et à améliorer les capacités et conditions de participation de la femme au progrès économique de son pays, instamment grâce à la mise à sa disposition de techniques et technologies appropriées ;
- renforcer les mesures prises en faveur de la femme en vue d'assurer sa formation professionnelle dans les domaines agricole, de l'économie domestique, des techniques coopératives et de fournir un encadrement adéquat aux productrices ;
- encourager la femme à participer plus activement aux activités des organisations et institutions rurales ;
- prendre des mesures pour améliorer les méthodes de conservation et habitudes de consommation afin de réduire les pertes en produits alimentaires.

RESOLUTION N° 8 RELATIVE AUX STRATEGIES D'ARUSHA

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MUEP de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985;

Considérant les stratégies d'Arusha sur le suivi des actions entreprises dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme ;

Consciente du rôle prépondérant que joue la femme africaine dans le processus du développement du continent, se référant au Plan d'Action de Lagos spécialement à son chapitre des ressources humaines ;

Demande aux Etats de prendre des mesures appropriées pour assurer le suivi des actions entreprises dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme en intégrant notamment dans leurs plans nationaux de développement les Programmes d'Intégration de la Femme au Développement ;

prie les donateurs et bailleurs de fonds du Programme d'Intégration de la Femme au Développement d'accroître leur assistance en faveur de ce programme ;

demande enfin aux pays qui n'en ont pas, de mettre en place le mécanisme approprié pour l'Intégration de la Femme au Développement.

RESOLUTION N° 9 RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LA SECHERESSE ET LA DESERTIFICATION

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétariat du MULPOC/CEA sur la sécheresse, la désertification et la crise économique qui sévissent en Afrique;

Consciente des effets néfastes provoqués par les irrégularités de pluies et la sécheresse sur l'environnement, l'agriculture et l'élevage;

Ayant à l'esprit la gravité de l'érosion et de la déforestation sur la productivité des terres de culture;

Tenant compte du réseau hydrographique existant dans les pays de la C.E.P.G.L. :

- 1) Réaffirme la nécessité de conjuguer les efforts pour assurer la sécurité alimentaire de la population de la sous-région du MULPOC de Gisenyi dans l'esprit du Plan d'Action de Lagos ;
- 2) Invite les Etats membres de la Communauté des Etats des Grands Lacs à :
 - mener une politique concertée de protection des sols et de l'environnement ;
 - définir une politique globale d'utilisation de l'eau pour la satisfaction des besoins de la population, de l'agriculture et de l'élevage ;
 - programmer la réalisation à moyen terme, d'infrastructures et équipements suffisants de transport, stockage et distribution de produits vivriers pour répondre en tout temps et en tout lieu aux demandes de la population.

RESOLUTION N° 10 RELATIVE A LA CREATION D'UNE ECOLE
SUPERIEURE DE GESTION POUR LA SOUS-REGION DE LA CEPGL.

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Après avoir examiné la note sur l'état d'avancement des différents projets relatifs à la planification, à la mise en valeur, et à l'utilisation des ressources humaines notamment le point concernant la création d'une école supérieure sous-régionale de gestion pour l'Afrique Centrale ;

Considérant l'urgence des mesures à prendre par les Etats membres en vue de limiter les effets néfastes qui découlent de gestion inappropriée de nos ressources naturelles, matérielles et humaines ;

Considérant l'insuffisance de personnel qualifié et d'infrastructures de formation adéquate dans ce domaine, le Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat demande au MULPOC/CEA de :

- a) poursuivre des contacts avec les pays membres de la CEPGL, en vue de déterminer les besoins réels de ces pays en personnel qualifié aux fins de juger de l'opportunité de mettre en place une école supérieure de gestion ;
- b) définir en conséquence le profil de formation de l'Ecole Supérieure de Gestion ;
- c) étudier les possibilités d'extension de l'accueil aux ressortissants des autres pays de la sous-région d'Afrique Centrale ;
- d) présenter les résultats de l'étude à la prochaine réunion du Comité d'Experts et du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat de 1986.

RESOLUTION N° 11 RELATIVE A L'ETUDE DE FACTIBILITE DU CENTRE
SOUS-REGIONAL DE RECHERCHE EN MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET
DE BATIMENT

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Ayant suivi avec intérêt l'état d'avancement de l'exécution du projet relatif à la création d'un centre sous-régional de recherche en matériaux de construction et de bâtiment pour les pays de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) ;

Soucieuse de faire suite à la décision de la 6è/7è session du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi de compléter l'étude de pré faisabilité par une étude faisabilité et de recherche de financement qui tiendrait compte des infrastructures existant dans les différents pays ;

Considérant l'importance que les Etats accordent au développement des industries de construction et de bâtiment pour la revalorisation des matières premières locales et des techniques traditionnelles :

- 1) prend note des difficultés financières rencontrées par la CEA en vue de l'exécution de l'étude de faisabilité du projet ;
- 2) recommande dans le cadre de la coopération ECA/MULPOC/CEPGL, que l'expert en bâtiment recruté sur le budget régulier de la CEA et deux experts de la CEPGL entreprennent conjointement ladite étude dans les plus brefs délais.

RESOLUTION N° 12 RELATIVE AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU MULPOC
DE GISENYI POUR L'ANNEE 1985 EN COURS ET LA PERIODE BIENNALE
1986 - 1987

La 8ème réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC tenue à Gisenyi du 21 au 22 mars 1985 :

Ayant examiné les propositions de programme de travail du MULPOC de Gisenyi pour l'année 1985 et pour la période biennale 1986 - 1987, telles qu'elles ont été revues et amendées par le Comité d'Experts ;

Considérant la nécessité d'inclure les priorités de développement économique des pays du MULPOC de Gisenyi dans le programme régional de travail de la Commission Economique pour l'Afrique :

Adopte le programme de travail du MULPOC de Gisenyi pour la période biennale 1986 ;

Propose l'adoption de ce programme par la Conférence des Ministres de la C.E.A. .

BCA/MULPOC/Gisenyi/VIII/31

A N N E X E S

DISCOURS DE L'AMBASSADEUR DU ZAIRE A KIGALI, REPRESENTANT LE COMMISSAIRE D'ETAT AU PLAN, PRESIDENT EN EXERCICE DU CONSEIL DES MINISTRES ET COMMISSAIRE D'ETAT DU MULPOC DE GISENYI, A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE LA HUITIEME REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES ET COMMISSAIRE D'ETAT.

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEPGL,

Monsieur le Représentant Résident du PNUD à Kigali,

Monsieur le Directeur et Représentant du

Secrétaire Exécutif de la C.E.A.,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Citoyennes et Citoyens,

Je voudrais avant tout présenter les excuses du Commissaire d'Etat au Plan, le Professeur MULUMBA LUKOJI qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pas pu participer personnellement aux travaux de la huitième réunion du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi. C'est lui qui en tant que Président en exercice du Conseil, devait vous livrer le bilan des activités du MULPOC de Gisenyi pour l'exercice 1984.

Permettez-moi néanmoins de le faire à sa place.

Avant tout, je voudrais présenter nos remerciements très sincères à Son Excellence le Général-Major Juvénal HABYARIMANA, Président-Fondateur du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, Président de la République Rwandaise, au Peuple frère du Rwanda pour

l'accueil fraternel et chaleureux dont nous avons été l'objet depuis notre arrivée ici à Gisenyi.

Au mois de mars de l'année dernière, nous avons tenu nos assises à Kinshasa. Au cours de celles-ci, nous avons arrêté un programme de travail que nous avons confié à notre MULPOC.

Ce programme a trait au développement de l'Agriculture, à la promotion des échanges commerciaux et de l'Industrie, au développement des énergies nouvelles et renouvelables; au secteur des transports et communications et à l'Intégration de la Femme au Développement.

Concernant l'Agriculture, notre Conseil avait arrêté les modalités pratiques de la poursuite de l'étude du projet de production et de distribution des semences sélectionnées du riz, de haricot et de soja dans les Etats membres de la C.E.P.G.L.

La deuxième phase qui devait démarrer au courant de l'année dernière sera financée par le PNUD à hauteur de 72.450 dollars américains dans le cadre du projet d'Assistance multisectorielle du PNUD à la CEPGL. Au terme des accords inter-agence de sous-traitance passés entre la CEA et la FAO, cette dernière fournira trois consultants et la responsabilité d'exécution de l'étude à cette seconde phase sera assumée par la division conjointe CEA-FAO. Les conclusions nous seront livrées à nos prochaines assises.

Dans le domaine industriel, l'étude de préfaisabilité en vue de la création d'un complexe d'industries forestières pour les pays de la CEPGL est en cours d'exécution. Un inventaire a été effectué par le Service Permanent des inventaires et aménagements forestiers (SPIAF) et déposé à la F.A.O. Cette étude sera achevée au cours de cette année.

L'étude pour la création d'un Centre Sous-Régional de Recherche en matériaux de construction n'a pas connu une évolution satisfaisante à cause du manque de financement. Face à cette situation, je souhaite qu'au cours des présentes assises, une solution définitive soit trouvée à ce sujet.

Si en ce qui concerne le projet évoqué à l'instant des problèmes subsistent, il n'en est pas de même pour le programme ayant trait aux énergies nouvelles et renouvelables. L'Etat des réalisations des projets retenus dans ce domaine est jugé satisfaisant.

De même pour le secteur des transports et communications, un séminaire sur le transport aérien a été organisé par le MULPOC. Au cours de celui-ci, il a été question de la création d'une compagnie commune de transport cargo pour le fret aérien des pays membres de la CEPGL. Les conclusions de ce séminaire sont soumises à notre Conseil.

Quant au programme arrêté dans le cadre de l'Intégration de la Femme au Développement, un certain nombre des recommandations ont connu un début d'exécution. Le manque des moyens financiers et la lenteur administrative sont à la base de la non-exécution de quelques projets retenus au programme.

Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Les résolutions arrêtées à la 6ème/7ème réunion de notre Conseil n'ont pas toutes été exécutées suivant nos vœux exprimés au cours de cette rencontre.

Je voudrais prendre comme exemple, la résolution n° 1 portant sur l'accélération du renforcement en experts du MULPOC de Gisenyi. Jusqu'à ce jour, la CEA, bien qu'ayant pris l'initiative de renforcer les MULPOCs grâce à la décentralisation d'Experts de son siège, n'a pourtant pas amorcé le processus de décentralisation annoncé.

Ce qui a comme conséquence de gêner énormément l'exécution des activités confiées au MULPOC.

Pour ma part, je souhaite qu'au cours de nos débats, nous puissions prendre des résolutions susceptibles de connaître dans un avenir proche un réel début d'exécution.

Ceci notamment en tenant compte des moyens matériels, financiers et humains existants.

Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Avant de clore mon rapport sur les activités réalisées au cours de mon mandat, je voudrais profiter de cette occasion pour féliciter le Citoyen PINKI KAMA KWALA, le nouveau Directeur du MULPOC. Qu'il sache qu'il peut compter sur notre concours pour la réalisation des objectifs assignés à notre MULPOC.

A son prédécesseur, le Professeur BONGOY MPEKESA, nous rendons un vibrant hommage pour tout le travail abattu depuis bientôt cinq ans. Son passage à la tête du MULPOC aura marqué un réel décollage des activités dans notre sous-région.

Messieurs les Ministres,

Distingués invités,

Il ne me reste plus qu'à souhaiter le succès le plus complet à nos travaux.

Sur ce, je vous invite à examiner les recommandations du Comité d'Experts et à arrêter le programme de travail pour l'exercice 1985/1986.

Je vous remercie.

DISCOURS DU MINISTRE DU PLAN A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE LA 8ème
REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES ET COMMISSAIRE D'ETAT DU MULPOC DE
GISENYI

GISENYI 21-23 MARS 1985

Citoyen Président du Conseil des Ministres et Commissaire
d'Etat du MULPOC de Gisenyi, Chef de la Délégation du Zaïre,

Monsieur l'Ambassadeur, Chef de la Délégation du Burundi,

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEPGL,

Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif de la CEA,

Monsieur le Représentant-Résident du PNUD,

Citoyen Directeur du MULPOC de Gisenyi,

Honorables invités,

Distingués délégués,

Militantes et Militants du M.R.N.D.,

A l'occasion de la tenue de notre 8ème réunion, j'ai une fois
de plus, le grand plaisir de vous souhaiter, au nom du Gouvernement
Rwandais, ainsi qu'aux Délégations qui vous accompagnent, la bienvenue
et un agréable et fructueux séjour parmi vos frères et soeurs de la
République Rwandaise.

Je voudrais vous assurer que nous ne ménagerons aucun effort
pour rendre commodes vos conditions de travail, les déficiences
éventuelles de notre système d'accueil étant seulement dues à nos
moyens limités.

En ouvrant notre réunion, nous nous souvenons tous avec fierté de notre première rencontre il y a huit ans dans cette même ville, au cours de laquelle nos trois pays ont, en installant officiellement le MULPOC de Gisenyi, jeté une base nouvelle de coopération.

C'est le 28 Octobre 1977, en effet, que nous avons lancé les activités du MULPOC de Gisenyi et défini son cadre de travail et de collaboration avec le Secrétariat Exécutif de la CEPGL.

Depuis cette date, notre MULPOC a, malgré les difficultés rencontrées, atteint des résultats encourageants, grâce à la foi commune qui n'a cessé de vous inspirer dans la recherche de solutions appropriées aux problèmes auxquels nous avons à faire face.

Aujourd'hui notre 8ème réunion a lieu à un moment où l'Afrique se trouve dans une situation particulièrement difficile, où une centaine de millions d'êtres humains sont menacés de famine. Cette situation exige l'affermissement de notre volonté sincère et unanime d'unir nos forces pour garantir à nos populations le bien-être et la paix.

Le programme d'action de notre institution devrait se caractériser donc par la recherche des voies et moyens d'aider nos pays à atteindre l'autosuffisance collective conformément aux directives du Plan d'Action de Lagos.

Pour cela, nous estimons qu'il faut renforcer le MULPOC de Gisenyi afin qu'il soit en mesure d'exécuter le programme arrêté suivant le calendrier établi.

C'est pourquoi je salue sincèrement les efforts faits par la CEA et les autres organismes internationaux, pour assister notre MULPOC.

J'associe à cette expression de profonde reconnaissance tous les membres du Secrétariat, engagés dans la dynamique du développement de notre sous-région.

Citoyen Ambassadeur,
Monsieur l'Ambassadeur,
Honorables Délégués,
Distingués Invités,

Vous vous souviendrez que lors de notre dernière rencontre à Kinshasa, nous nous sommes fixés un programme couvrant les domaines prioritaires de développement de notre région à savoir, l'agriculture, l'industrie, les transports et communications, les ressources humaines.

Les travaux de notre Conseil vont nous permettre d'évaluer l'étape franchie dans l'exécution du programme tracé l'année dernière. Parmi les sujets qui avaient retenu notre attention, il y avait celui qui se rapportait à la sécurité alimentaire dans les pays de la CEPGL.

Cette question sera de nouveau l'objet de notre préoccupation et dans la meilleure des hypothèses pour quelques années encore. Le MULPOC de Gisenyi aurait manqué à sa mission si notre région des Grands Lacs devait tomber victime de la famine. C'est dire que nous devons unir nos forces pour éloigner à jamais ce danger.

Pour y arriver, nous devons entre autres renforcer nos moyens de transport et communication pour faciliter nos échanges commerciaux, affermir notre coopération industrielle pour mieux utiliser les ressources disponibles. Je constate fort heureusement que tous ces points sont inscrits à notre ordre du jour.

Notre Conseil ne manquera pas de faire des recommandations appropriées pour accélérer la marche vers la réalisation d'une Communauté économique complètement intégrée.

Pour terminer, je tiens à vous renouveler mes vifs remerciements d'avoir voulu honorer de votre présence les présentes assises, signe manifeste de votre attachement à ce MULPOC.

Je souhaite plein succès à notre réunion.
Vive la Coopération Internationale.

MESSAGE ADRESSE PAR M. LE SECRETAIRE EXECUTIF DE LA CEA, LE PROFESSEUR ADEBAYO
ADEDEJI, A LA 8EME SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MULPOC DE GISENYI
(GISENYI, 21-22 MARS 1985)

Citoyen Président,
Monsieur le Ministre de la République Rwandaise,
Monsieur l'Ambassadeur du Burundi,
Monsieur le Préfet de Gisenyi,
Citoyen Commissaire Sous-Régional de Goma,
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEPGL,
Monsieur le Représentant Résident
du PNUD Kigali,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Ceux d'entre vous qui connaissent M. le Secrétaire Exécutif de la CEA, le Professeur Adebayo Adedeji, ne peuvent ignorer l'importance toute particulière qu'il a, de tout temps, accordée au MULPOC de Gisenyi et à ses organes de tutelle, dont singulièrement son Conseil des Ministres, qu'il tient en très haute estime et dont il pense que les membres se sont toujours acquittés de leur mission avec une compétence digne de tous éloges et un sens élevé de leur devoir.

Empêché par des engagements antérieurs nés de la situation économique préoccupante que connaît actuellement l'Afrique, il m'a prié de l'excuser auprès de vous de n'être pas aujourd'hui des vôtres, au moment où vous tâchez de trouver, dans un effort de réflexion en commun, des solutions adéquates aux problèmes qui se posent à votre sous-région. Toutefois, il a tenu à manifester sa solidarité avec vous ainsi que sa disponibilité par le message -ci-après dont, Citoyen Président, avec votre permission, je voudrais donner lecture- Citation :

Citoyen Président,
Messieurs les Ministres,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

Au moment où vous commencez les travaux de la 8ème session de votre Conseil, je voudrais, au nom de l'ensemble de mes collègues du Secrétariat Exécutif de la CEA et en mon nom personnel, exprimer notre très profonde et sincère gratitude au

peuple rwandais, à son Gouvernement et plus spécialement, à Son Excellence le Général-Major Juvénal HABYARIMANA, Président-Fondateur du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, Président de la République rwandaise pour l'accueil particulièrement cordial dont mes collègues m'ont dit qu'ils sont l'objet depuis leur arrivée au Rwanda et pour les facilités de grande qualité mises à leur disposition ainsi qu'à celle des Représentants des Etats membres tout au long de cette série des réunions qui viennent de se tenir à Gisenyi. Je pense ici non seulement à la réunion du Comité d'Experts du MULPOC, mais aussi à celle du Bureau du Comité Sous-Régional des Femmes, et au Séminaire sur le transport aérien, dont le déroulement, toujours d'après mes collègues présents à Gisenyi, n'aurait pu connaître l'issue heureuse qui a été la leur sans l'hospitalité des autorités rwandaises.

Je suis persuadé que cette hospitalité, puisée aux meilleures sources puisque celles-ci ne sont autres que les valeurs traditionnelles de notre continent, ne manquera pas de faciliter d'une manière substantielle les travaux de notre Conseil. Qu'il me soit permis aussi de saisir cette occasion pour exprimer notre reconnaissance aux représentants des organismes internationaux, notamment ceux de la famille des Nations-Unies, qui n'ont ménagé aucun effort pour apporter leur coopération et leur soutien au MULPOC, chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, et notamment dans la mise en oeuvre du projet d'Assistance multisectorielle financé par le PNUD, et dont la responsabilité principale échoit conjointement à votre MULPOC et à la CEPGL.

Je leur demande de bien vouloir persévérer dans cette voie afin de permettre à votre MULPOC d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés.

Au moment où, pour des raisons de restructuration interne propres à la CEA et afin d'assurer une mobilité optimale de nos cadres entre notre siège d'Addis Abéba et nos différents MULPOCs, le Professeur BONGOY MPEKESA vient d'être muté à la direction d'une des plus importantes Divisions de la CEA, après quatre années d'excellents, loyaux, et dévoués services à la tête de votre MULPOC et de passer la main au nouveau responsable, le Citoyen PEKI KANA KWALA, le renforcement de cette coopération me paraît plus nécessaire que jamais. Je suis certain que le Citoyen PEKI KANA KWALA, qui est un de nos fonctionnaires les plus expérimentés et les plus consciencieux, s'acquittera de sa nouvelle mission avec tout le sérieux et la compétence qui le caractérisent. Il y réussira d'autant mieux, cela va sans dire, mais cela va peut-être encore mieux en le disant, qu'il pourra compter sur l'appui franc et sincère de vos Gouvernements respectifs, et sur les conseils avisés des membres de ce Conseil.

Citoyen Président,
Monsieur le Ministre,
Honorables délégués,

Qu'au moment où se réunit précisément Votre Conseil, l'Afrique, notre Afrique traverse une crise économique et sociale de première grandeur, crise dont les répercussions tant sur la vie de notre continent pris dans son ensemble, que sur celles de la plupart de nos pays pris individuellement sont particulièrement sévères, voilà qui ne fait plus de doute pour personne, y compris pour la Communauté internationale qui a mis beaucoup de temps, vous le savez, pour s'en convaincre. Encore faut-il noter le caractère multiforme de cette crise, dans la mesure où celle-ci ne se limite pas à ce qui en constitue sans doute les aspects les plus connus, c'est-à-dire la famine, la sécheresse et la désertification, mais renvoie aussi à des questions d'un intérêt aussi majeur que celles de la dette extérieure, de la balance des paiements, de la gestion des ressources humaines, du chômage, pour ne prendre que celles-ci, bref à la vulnérabilité structurelle de nos économies.

C'est pour faire face à l'ensemble de cette crise, pour s'attaquer de front à ses causes profondes, et pas seulement à ses manifestations ou à ses conséquences immédiates, que le 20ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, tenu en Novembre dernier à Addis Abéba, a décidé de convoquer une session spéciale consacrée principalement aux questions économiques. Il est question, à cette occasion, de faire le point de la mise en oeuvre du Plan d'Action et de l'Acte Final de Lagos et d'élaborer les mesures sectorielles à prendre à court, à moyen et à long terme, pour juguler la crise.

Je suis heureux de vous informer que la prochaine Conférence des Ministres de la CEA, qui doit avoir lieu à Arusha (République Unie de Tanzanie), du 25 au 29 avril 1985, et dont le thème principal n'est autre que "la crise économique et sociale en Afrique : examen et perspectives" est maintenant appelée, suite à une résolution prise à cet effet par la 41ème session du Conseil des Ministres de l'OUA, à jouer un rôle essentiel dans la préparation de cette session spéciale. C'est dire l'importance de cette session de la Conférence des Ministres de la CEA qui réunit, comme vous le savez, les Ministres de la Planification que vous êtes ; c'est dire aussi l'importance qui s'attache à ce que tous vos pays y participent pleinement, et s'y préparent en conséquence.

J'apprends avec plaisir que le Comité d'Experts dont le rapport vous est soumis aux fins d'examen, a eu l'occasion de se pencher sur plusieurs des questions qui préoccupent à l'heure actuelle l'ensemble des responsables africains, et qui doivent faire l'objet de la Conférence des Ministres de la CEA, comme du prochain Sommet de l'OUA, notamment celles qui ont trait à la sécheresse et à la désertification, à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire, au désenclavement, au transport, y compris le transport aérien, au développement industriel, aux voies et moyens d'une meilleure intégration des femmes au processus de développement, pour ne citer que celles-là, et que des recommandations pertinentes vous ont été faites sur tous ces points.

Mes collègues de la CEA présents à Gisenyi et moi-même nous nous félicitons de constater que se manifeste parmi les Etats membres de votre MULPOC une prise de conscience de plus en plus aigüe de la nécessité de donner toutes ses chances à l'approche sous-régionale dans la recherche des solutions à ces problèmes, solutions qui conditionnent proprement notre survie, sans méconnaître pour autant leur dimension nationale ou régionale, étant entendu qu'il s'agit en fait d'échelons complémentaires.

Le MULPOC de Gisenyi et la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs qui, comme j'ai eu l'occasion de le réaffirmer lors de ma récente visite à Gisenyi, sont destinés à travailler la main dans la main et à s'épauler mutuellement, ont à cet égard un rôle essentiel à jouer pour permettre à vos pays de progresser chaque jour davantage dans la recherche, l'identification et la mise en oeuvre des complémentaires entre vos économies.

A ce propos, au moment où la ZEP (Zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique Orientale et Australe) devient tout à fait opérationnelle, comme l'a montré le récent Sommet de ses Chefs d'Etat et de Gouvernement tenu à Bujumbura en Décembre dernier, au moment où la CEEAC (Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale) s'apprête à faire ses premiers pas, suite aux ratifications intervenues et aux décisions prises lors de son dernier sommet tenu également en décembre en Brazzaville, il convient peut-être de réaffirmer que tant la CEPGL que le MULPOC de Gisenyi, qui ont en fait aidé au moins l'un de ces groupements à naître, n'ont rien perdu de leur pertinence et ont toujours une partition importante sui generis à jouer au côté de ces organisations, dans le cadre d'une coopération bien comprise et sur des bases à définir de concert avec elles.

Citoyen Président,
Messieurs les Ministres,
Honorables délégués,
Mesdames, Messieurs,

En ce qui concerne la CEA, je voudrais vous donner à vous-mêmes, ainsi qu'à tous vos collègues, l'assurance de sa disponibilité totale pour continuer à vous apporter, à travers votre MULPOC, sa modeste contribution à la solution des problèmes auxquels votre sous-région est confrontée. Mais, parce que les moyens dont nous disposons sont limités au regard des objectifs qui sont les nôtres, il nous faudra sans doute poursuivre dans la voie tracée l'année dernière par votre Conseil, c'est-à-dire continuer à nous fixer des tâches dont l'ampleur corresponde à celle des ressources réellement disponibles.

C'est précisément pour permettre à nos MULPOCs d'optimiser l'usage des ressources dont dispose l'ensemble de la CEA que j'ai décidé, à partir de cette année, de vous proposer un projet de programme de travail intégré, c'est-à-dire combinant les apports à la fois des Divisions techniques de la CEA et du MULPOC lui-même pour l'année 1985 qui est la deuxième année du cycle 1984-1985 en cours d'une part pour la période biennale 1986-1987 d'autre part le cycle de deux ans représentant la durée normale de programmation de la CEA.

Pour conclure, je voudrais, avant de souhaiter le succès le plus complet à vos travaux, réitérer l'expression de ma plus vive gratitude au gouvernement rwandais pour le soin qu'il a mis à la préparation et à l'organisation de ces réunions, comme pour les efforts qu'il ne cesse de déployer afin de permettre au MULPOC de Gisenyi de fonctionner dans les meilleures conditions. Permettez-moi aussi de remercier, à travers vous, les gouvernements de tous les pays membres du MULPOC pour le soutien qu'ils n'ont jamais marchandé à leur MULPOC. Fin de citation.

Citoyen Président,
Excellence Monsieur le Ministre,
Honorables délégués,
Monsieur le Représentant Résident du PNUD
Kigali,
Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie, au nom du Professeur Adebayo Adedeji, de l'attention que vous avez bien voulu accorder à ce message.

INTERVENTION DU SECRETAIRE EXECUTIF DE LA CEPGL A LA 8EME SESSION
ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET COMMISSAIRE D'ETAT DU MULPOC
DE GISENYI

Excellence Monsieur le Ministre,
Citoyen Ambassadeur, Monsieur l'Ambassadeur,
Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif de la CEA,
Honorables Délégués,
Distingués invités,
Citoyennes, Mesdames, Messieurs,

A l'occasion de l'ouverture de cette huitième Session ordinaire du Conseil des Ministres et Commissaire d'Etat du MULPOC de Gisenyi, permettez-moi de vous souhaiter une chaleureuse bienvenue et un agréable séjour dans cette ville de Gisenyi, siège de votre institution, mais aussi de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.

Comme l'indique l'ordre chronologique de vos sessions, le MULPOC de Gisenyi se trouve dans sa huitième année. En effet, c'était au mois d'octobre 1977 que se tenait à Gisenyi la réunion inaugurable de ce MULPOC. A partir de cette date s'amorçait la coopération entre la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs. Cette collaboration se voyait concrétisée par la signature, le 13 mars 1980 à Addis Abéba, de l'Accord entre la CEA et la CEPGL en matière de coopération et d'assistance. Les modalités de travail entre les deux organisations furent définies dans un Avenant à l'Accord, relatif aux relations de travail entre le Secrétaire Exécutif Permanent de la CEPGL et la CEA/MULPOC, signé à Gisenyi le 31 janvier 1981.

Il convient de rappeler que la mission du MULPOC comporte deux volets : celui de servir d'antenne de la CEA dans la sous-région des Grands Lacs et celui d'épauler le Secrétariat Exécutif Permanent, sur sa demande, dans l'élaboration des études de projets initiés par les organes de la Communauté. A ces deux titres, le MULPOC initie des projets pour la Communauté dans le cadre des objectifs de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique dans la sous-région des Grands Lacs et exécute sur sa demande, des études de projets pour le compte du Secrétariat Exécutif Permanent.

En ce qui concerne ce deuxième volet, les projets confiés au MULPOC n'ont pas toujours connu un aboutissement rapide. La cause principale est que le MULPOC de Gisenyi n'a jamais disposé de moyens suffisants tant humains que financiers depuis son installation en 1977. C'est ce qui a justifié, une de vos résolutions adoptées à Kinshasa par laquelle vous demandiez, au Secrétaire Exécutif de la CEA d'accélérer la décentralisation des experts du Siège vers le MULPOC de Gisenyi.

Cependant, malgré cette lacune fondamentale, il me plaît d'affirmer que les relations de travail et mêmes humaines ont été toujours excellentes, depuis le premier Directeur du MULPOC en la personne du Professeur BAZA, en passant par le Professeur BONGOY, jusqu'au nouveau Directeur du MULPOC, le Citoyen PEKI KANA KVALA, à qui je souhaite plein succès dans la conduite du MULPOC de Gisenyi. Je saisis cette occasion pour vous assurer que le Secrétariat Exécutif Permanent n'épargnera aucun effort pour que sa mission soit pleinement remplie et que les bonnes relations entre nos deux institutions se renforcent davantage dans l'intérêt bien compris des pays membres de la CEEGL.

Excellence Monsieur le Ministre,
Citoyen Ambassadeur, Monsieur l'Ambassadeur,
Monsieur le Représentant de la CEA,

Depuis 1982, un nouveau volet s'est ajouté à la mission initiale du MULPOC de Gisenyi qui a ainsi consolidé les relations de travail avec le Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL. Il s'agit du rôle de coordination qui lui a été confié dans le cadre du projet d'Assistance Multisectorielle à la CEPGL financé par le PNUD.

En effet, après de longues négociations avec le PNUD, ce dernier a accordé à la CEPGL en 1982, un montant de 1.400.000 \$ USA, destiné à couvrir les études d'un certain nombre de projets du Secrétariat Exécutif Permanent de la CEPGL, dans le cadre du projet d'Assistance Multisectorielle du PNUD à la CEPGL pour la période 1982 - 1986.

La CEA a été désignée comme agence principale d'exécution assistée des agences d'exécution associées de la famille des Nations Unies, à savoir : l'ONUDI, FAO, CHUCED, CCI, BIRD et OMT.

La CEA a désigné le Directeur du MULPOC comme Directeur du projet tandis que le Secrétariat Exécutif Permanent désignait un Co-Directeur. L'exécution du projet ne se fait pas sans peine ; les deux réunions d'évaluation du projet tenues respectivement à Gisenyi et à Genève en Août et Octobre 1984 ont relevé des difficultés de plusieurs ordres et ont préconisé des mesures de redressement qui, d'ailleurs, commencent à donner quelques résultats satisfaisants. En effet dans le cadre du projet Assistance Multisectorielle, quelques sous-projets ont été déjà remis au Secrétariat Exécutif Permanent pour examen et présentation aux Commissions Techniques Spécialisées de la CEPGL.

A cause du manque de moyens humains et financiers propres, l'activité principale du MULPOC au cours de la période est concentrée sur la coordination du projet RAF/046/82.

Excellence Monsieur le Ministre,

Citoyen Ambassadeur, Monsieur l'Ambassadeur,

Monsieur le Représentant de la CEA,

Nous sommes donc encore une fois réunis pour examiner le chemin parcouru par notre MULPOC dans la consolidation des liens d'intégration de notre Communauté. Nous allons aussi lui assigner de nouvelles tâches pour l'exercice 1985.

En ce qui concerne le programme du MULPOC pour le prochain exercice, je voudrais vous rappeler la volonté de nos Chefs d'Etat exprimée à Bujumbura en juin 1984, de choisir les priorités dans nos programmes afin d'établir une adéquation entre les objectifs et les moyens disponibles. C'est le souci constant de la CEPGL mais qui doit être aussi celui du MULPOC, puisqu'il est censé être au service de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.

Dans ce cadre, nous pensons que les présentes assises devraient définir d'une façon précise les priorités du MULPOC en vue de rendre son action de plus en plus efficace en même temps qu'elles devraient insister auprès de la CEA pour que les moyens nécessaires soient fournis à son antenne de Gisenyi en vue de lui permettre de remplir normalement sa mission.

Je forme le vœux qu'à l'issue de vos délibérations le MULPOC de Gisenyi puisse renforcer son action dans les prochaines années, surtout dans cette période où l'Afrique fait face à une crise économique et sociale sans précédent.

Je souhaite pleins succès à vos travaux.

Je vous remercie.

LISTE DES PARTICIPANTSNOMS/ORGANISATIONSADRESSESREPUBLIQUE DU BURUNDI

- | | |
|---|--|
| 1) Mr. Gérard WAKARERWA
Ambassadeur du Burundi
à Kigali | Kigali/Rwanda
B.P. 714 |
| 2) Mr. BANYIYEZAKO Grégoire
Directeur Général | Ministère du Plan
B.P. 224
Bujumbura/Burundi |
| 3) Mr. NZEYIMANA André
Directeur Général | Ministère des Travaux,
des Mines et de l'Energie
B.P. 1573
Bujumbura/Burundi |
| 4) Mme. NTANDIKIYE Marguerite Marie
Directeur de Cabinet | Ministère de la Condition
Féminine
B.P. 2690
Bujumbura/Burundi |
| 5) Mr. NIYIHANGEJEJE Cyrille
Directeur de Cabinet | Ministère des Transports,
Poste et Télécommuni-
cations
B.P. 2000
Bujumbura/Burundi |
| 6) Mr. MUYUKU Gerusis
Directeur Adjoint du
Commerce Extérieur | Ministère du Commerce
et de l'Industrie
B.P. 939
Bujumbura/Burundi |
| 7) Mr. NIYONGABO Gérard
Conseiller | Ministère des Relations
Extérieures et de la
Coopération
B.P. 1840
Bujumbura/Burundi |
| 8) Mr. MPFIZI Léonidas
Conseiller | Département de
l'Agriculture
B.P. 1185
Bujumbura/Burundi |

NOMS/ORGANISATIONS

ADRESSE

REPUBLIQUE RWANDAISE

- | | |
|---|--|
| 1) Mr. Ambroise MULINDANGABO
Ministre du Plan | B.P. 46 Kigali |
| 2) Mr. KARENZI Paul
Secrétaire Général | Ministère du Plan
B.P. 46
Kigali/RWANDA |
| 3) Mr. MUSANGAMFURA Photidas
Directeur Général de
l'industrie | Ministère de l'Industrie, des
Mines et de l'Artisanat
B.P. 73
Kigali/RWANDA |
| 4) Mr. MUREKEZI Anastase
Directeur Général de la
Production Agricole | Ministère de l'Agriculture
B.P. 621
Kigali/RWANDA |
| 5) Mr. GASANA Sylvestre
Directeur de la Programmation
des industries | Ministère du Plan
B.P. 46
Kigali/RWANDA |
| 6) Mr. SENYONI Félicien
Chef de Division | Ministère des Finances
et de l'Economie
B.P. 476
Kigali/RWANDA |
| 7) Mr. RWASINE Jean-Baptiste
Directeur OPHAR | Ministère de la Santé Publique
et des Affaires Sociales
Kigali/RWANDA |
| 8) Mr. UWIBAJIJE Sylvestre
Chef de Division Transports
Internationaux | Ministère des Transports
et des Communications
B.P. 720
Kigali/RWANDA |
| 9) Mme MUTWE KARWERA Spérancie
Directeur à la Documentation
et Propagande | c/o Mouvement Révolutionnaire
National pour le Développement
Kigali/RWANDA |
| 10) Mr. MUGANZA Emmanuel
Directeur de l'Aviation
Civile | B.P. 720
Kigali/RWANDA |

NOMS/ORGANISATIONSADRESSEREPUBLIQUE DU ZAIRE

- | | |
|--|---|
| 1) Citoyen KABALA KISEKE SEKA
Ambassadeur du Zaïre | Kigali/RWANDA |
| 2) Citoyen PINGANAXI SABWA
Directeur Cellule Coopération
et Ressources Extérieures | Département du Plan
B.P. 10.294
KINSHASA I
Zaïre |
| 3) Citoyen GEYORO TEKULE
P.D.G. | AIR ZAIRE
B.P. 10.120
Aéroport de N'DJIRI
Kinshasa/ZAIRE |
| 4) Citoyenne MUKINGA TSHALO
Directeur | Département de la Condition
Féminine et des Affaires Sociales
KINSHASA I
ZAIRE |
| 5) Citoyen ZUSHI NGONIN
Directeur Régional | c/o AIR ZAIRE
Goma/ZAIRE |
| 6) Citoyen MOLOSA MUETA K.
S/Directeur Marketing
et Planning | 4, Avenue du Port
B.P. 8.552
KINSHASA I/ZAIRE |
| 7) Citoyen MABUSI
Premier Conseiller | Ambassade du Zaïre
KIGALI |
| 8) Citoyen YENDE
Chef de Poste | C/o C.N.R.I.
Goma/ZAIRE |

NOMS/ORGANISATIONS

ADRESSE

- | | |
|--|---------------------------|
| 1) Mr. NDUWAYO Antoine
Secrétaire Exécutif de la CEPGL | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 2) Citoyen KASASA CINYANTI MUTATI
Secrétaire Exécutif Adjoint | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 3) Mr. NIYIBIGIRA Gérard
Directeur | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 4) Citoyen KABAMBA S. DIATE
Chef de Division | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 5) Citoyen KABANGE TAMBWE KIMBWE
Chef de Division | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 6) NTAHOBARI Atale
Chef de Division | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 7) Citoyen VUNDJI di MUNONGO
Chef de Division Adjoint | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 8) Citoyen NGOIE KALENGA
Chef de Division Adjoint | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 9) Mr. GUSUGUSU Ildephonse
Chef de Division a.i. | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |
| 10) Citoyen KALASA M'SIRI-KITANIKA
Chef de Section
Information et Presse | B.P. 58
GISENYI/Rwanda |

I.R.A.Z.

Citoyen BAJIKA LUBILANJI-TSHIBAMBA
Directeur Général

B.P. 91
GITEGA/Burundi

B.D.E.G.L.

- Mr. NIJIMBERE Fabien
Directeur du Département
des Projets et Etudes

B.P. 3355
GOMA/ZAIRE

- Mr. NDABUBAHA Juvénal
Analyste des Projets

B.P. 3355
GOMA/ZAIRE

O.M.S.

Mr. TOMMASI B. Umberto

B.P. 1324
KIGALI/RWANDA

NOMS/ORGANISATIONSADRESSEANEZA/GOMA

- 1) Citoyen TSHUMBA TENDEME
Président

ANEZA
NORD/KIVU
GOMA/ZAIRE

- 2) Citoyen KALUBI KABASELA
Ingénieur Conseil

ANEZA/ONUDI
GOMA/ZAIRE

C.C.I.

Mr. SI-AHMED Ouamar
Coordinateur de Projet du Centre
du Commerce International
(CNUCED/CATT)

PNUD
B.P. 445
KIGALI/RWANDA

F.A.O.

Mr. LONGY Basil Peter Joseph
Expert en Sécurité Alimentaire
FAO/Ministère de l'Agriculture,
de l'Elevage et des Forêts

PNUD
B.P. 445
KIGALI/Rwanda

NOMS/ORGANISATIONS

ADRESSE

MULPOC/CEA

- | | |
|--|--------------------------------------|
| 1) Mr. H.L. BAZIN
Directeur du Bureau de
la Coopération Economique | B.P. 3005
Addis Abéba/Ethiopie |
| 2) Mr. PEKI KANA KWALA
Directeur | B.P. 170
MULPOC/Gisenyi
RWANDA |
| 3) Mr. IRO ADDO | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 4) Mr. MAIGA | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 5) Mr. DIAWARA | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 6) Mr. PLACCA | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 7) Mr. MAPANGO | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 8) Mr. KOUMARE | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 9) Mr. GRAFF | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 10) Mr. MATEMU WA MUNDANGU | B.P. 3005
ADDIS ABEBA/ETHIOPIE |
| 11) Mr. TWAGIRAYEZU Ephrem | B.P. 170
MULPOC/GISENYI
RWANDA |
| 12) Mme NTIRANDEKURA S. Claire | B.P. 170
MULPOC/GISENYI
RWANDA |
| 13) Mr. MBAPPE M. François | B.P. 170
MULPOC/GISENYI
RWANDA |